

Laboratoire de données Business sur les entreprises Data Lab



UN MOT DE LA PART DU LABORATOIRE DE DONNÉES SUR LES ENTREPRISES

Cette édition de *Données trimestrielles sur les entreprises* met en lumière un paysage commercial canadien fragile, mais résilient. Alors que la confiance globale se stabilise enfin après cinq baisses consécutives, les entreprises continuent d'être confrontées à des frictions commerciales croissantes, à l'incertitude politique et à la pression des tarifs douaniers.

Les exportateurs, qui formaient autrefois le groupe le plus optimiste, semblent avoir perdu leur élan d'enthousiasme. Les exportateurs de biens sont maintenant à la traîne des autres entreprises sur le plan de la confiance, ce qui témoigne de leur vulnérabilité aux relations canado-américaines et aux risques liés aux tarifs douaniers. En revanche, les exportateurs de services sont restés plus stables, en raison de la diversification de leurs activités et d'une exposition moins importante aux tarifs douaniers.

La forte hausse de l'utilisation des préférences de l'ACEUM, qui a atteint son niveau le plus élevé en 20 ans, montre que les entreprises redoublent d'efforts pour réduire leurs coûts et préserver leurs marges. Pourtant, une entreprise exportatrice sur trois fait état de l'impact négatif des tarifs douaniers américains, les fabricants et les détaillants étant les plus durement touchés. Alors que de nombreux exportateurs diversifient leurs fournisseurs ou retardent leurs investissements, la plupart des entreprises n'ont pas encore agi, préférant « attendre ». Fait encourageant, la moitié des entreprises estiment qu'elles pourraient résister aux tarifs douaniers actuels et à l'incertitude pendant plus d'un an.

La dynamique du marché du travail évolue également. Un environnement moins favorable à l'embauche se dessine. Le nombre d'offres d'emploi a diminué alors que le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté, ce qui atténue les tensions. Mais les défis sont-ils structurels ou cydiques? Des secteurs comme la construction, l'hébergement et la restauration continuent à lutter contre les pénuries de main-d'œuvre, et le chômage des jeunes reste supérieur aux niveaux de référence d'avant la pandémie. Les entreprises s'adaptent, mais les pressions persistent et ont des répercussions à long terme sur la compétitivité et la croissance.

À l'approche du processus de renégociation de l'ACEUM, et alors que le Canada est confronté à un marché du travail en perte de vitesse et à des frictions commerciales persistantes, les enjeux liés à la planification des entreprises sont de plus en plus importants. Le Laboratoire de données sur les entreprises (LDE) s'engage à fournir des données actualisées et pertinentes pour aider les entreprises et les décideurs politiques à naviguer dans cet environnement.

Pour plus d'information, y compris les tendances au niveau des régions, de la taille de l'emploi et des secteurs, explorez notre Outil de suivi des données sur les entreprises interactif sur le site Web du LDE.

Patrick Gill

Vice-président, Laboratoire de données d'entreprise, Chambre de commerce du Canada



Perspectives des entreprises

- L'économie se contracte fortement au T2 : Le PIB réel s'est contracté de 1,6 % en rythme annuel, soit la plus forte baisse trimestrielle depuis la pandémie, entraînée par un choc sur les exportations et la faiblesse de l'investissement des entreprises.
- Les perspectives de croissance déclinent : Le modèle BDLNow du LDE prévoit une croissance du PIB de seulement 1,7 % en rythme annualisé au T3 2025, tandis que la croissance sur l'ensemble de l'année devrait ralentir à 1,3 %, contre 1,5 % en 2024, ce qui témoigne de l'essoufflement de la dynamique.
- Une confiance stable, mais fragile : Après cinq baisses consécutives, la confiance globale des entreprises est restée stable au troisième trimestre, ce qui indique que les entreprises restent prudentes plutôt qu'optimistes.
- L'incertitude politique pèse lourdement : Les menaces de tarifs douaniers américains et les renégociations imminentes de l'ACEUM continuent d'assombrir les perspectives des entreprises, en particulier pour les secteurs exposés au commerce.





Obstacles aux affaires

- La hausse des coûts reste le principal obstacle : les prix des intrants, les coûts de financement et de mise en conformité sont désormais le principal obstacle à la croissance des entreprises.
- La faiblesse de la demande l'emporte sur les problèmes de main-d'œuvre : la faiblesse de la demande des consommateurs reste la principale préoccupation pour le quatrième trimestre consécutif.
- Les contraintes liées à l'endettement s'atténuent de manière inégale : les petites entreprises font preuve d'une meilleure capacité d'emprunt, mais les entreprises de taille moyenne restent à la peine.



PRINCIPALES CONCLUSIONS

Marché du travail

- Les tensions s'atténuent, mais les obstacles persistent : les offres d'emploi ont diminué et le taux de chômage a augmenté, ce qui témoigne d'un assouplissement de la situation. Cependant, les problèmes de main-d'œuvre restent parmi les trois principaux obstacles auxquels se heurtent les entreprises.
- Les difficultés persistantes pèsent sur les secteurs : les difficultés persistantes en matière de main-d'œuvre sont concentrées dans la construction, l'agriculture et les services d'hébergement et de restauration, des secteurs qui dépendent davantage des travailleurs étrangers temporaires (TET).
- Le chômage des jeunes est élevé : le taux de chômage des jeunes reste supérieur à sa moyenne d'avant la pandémie, ce qui suscite des inquiétudes quant à l'intégration à long terme de la main-d'œuvre.
- La création d'emplois dans le secteur privé stagne : les gains enregistrés dans les secteurs de la santé et de l'administration publique masquent la faiblesse de l'ensemble de l'économie privée, ce qui met en évidence une fragilité sous-jacente.
- Les TET ne sont pas le seul facteur : l'analyse montre une corrélation limitée entre l'intensité des TET et le chômage des jeunes, soulignant plutôt des inadéquations plus larges en matière d'éducation et de compétences.





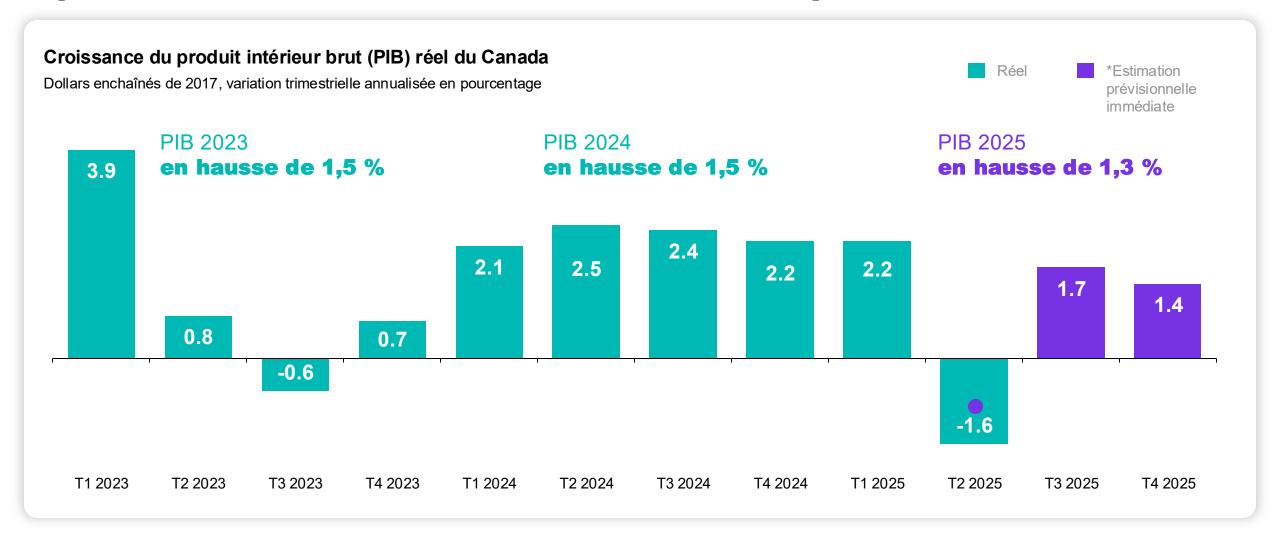
Commerce

- Le moral des exportateurs se stabilise: après avoir chuté sous les autres entreprises au cours des derniers trimestres, les exportateurs de biens ont regagné un peu de terrain au troisième trimestre, le sentiment étant favorisé par des ventes américaines plus fortes, une utilisation élevée de l'ACEUM et des signes précoces de diversification. Cependant, l'optimisme global reste modéré, reflétant les risques tarifaires continus et l'incertitude politique.
- Les petites entreprises sont à l'origine des gains du commerce transfrontalier : les micro-exportateurs ont connu la bretelle la plus rapide, augmentant les ventes aux clients américains.
- Le choc tarifaire incite à l'action : la part des entreprises ne prenant aucune mesure a chuté de 27 points, un plus grand nombre d'entreprises diversifiant leurs fournisseurs et retardant leurs investissements.
- La conformité progresse : le taux d'utilisation de l'ACEUM a grimpé à 53 % en juillet, son plus haut niveau depuis 20 ans, soulignant l'enjeu des renégociations de l'ACEUM.
- **Résilience dans l'incertitude**: La moitié des entreprises canadiennes affirment qu'elles pourraient résister aux tarifs douaniers et à l'incertitude commerciale pendant plus d'un an.





Une contraction plus importante que prévu au T2, due à un choc historique sur les exportations et à la faiblesse de l'investissement des entreprises.

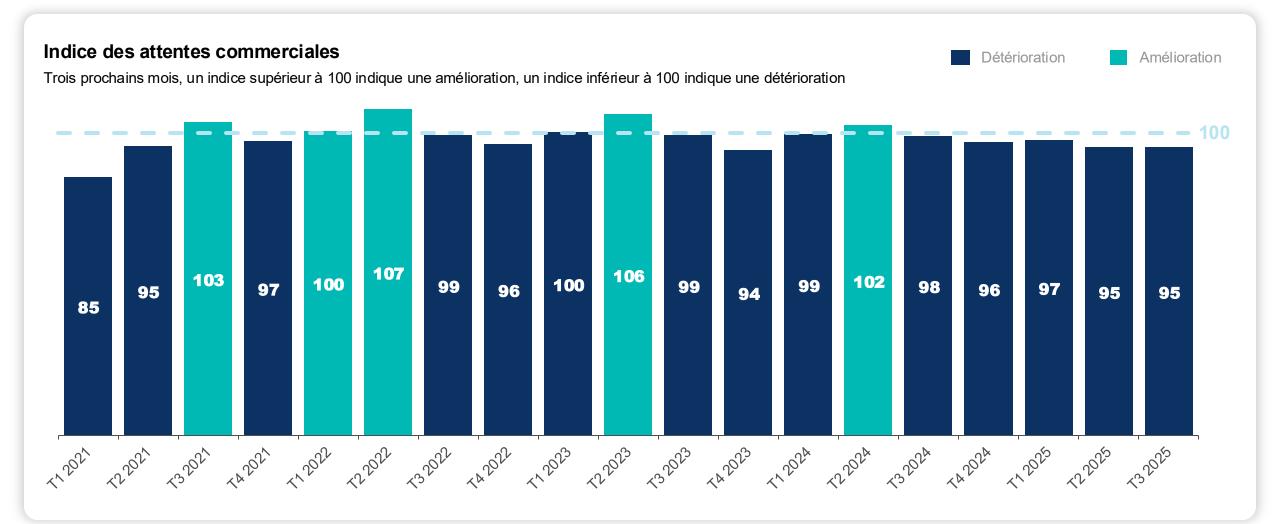




Remarque : *S'appuyant sur 45 indicateurs économiques, BDLNow est un outil de prévision immédiate qui fournit une estimation en temps réel de la croissance du PIB du Canada.

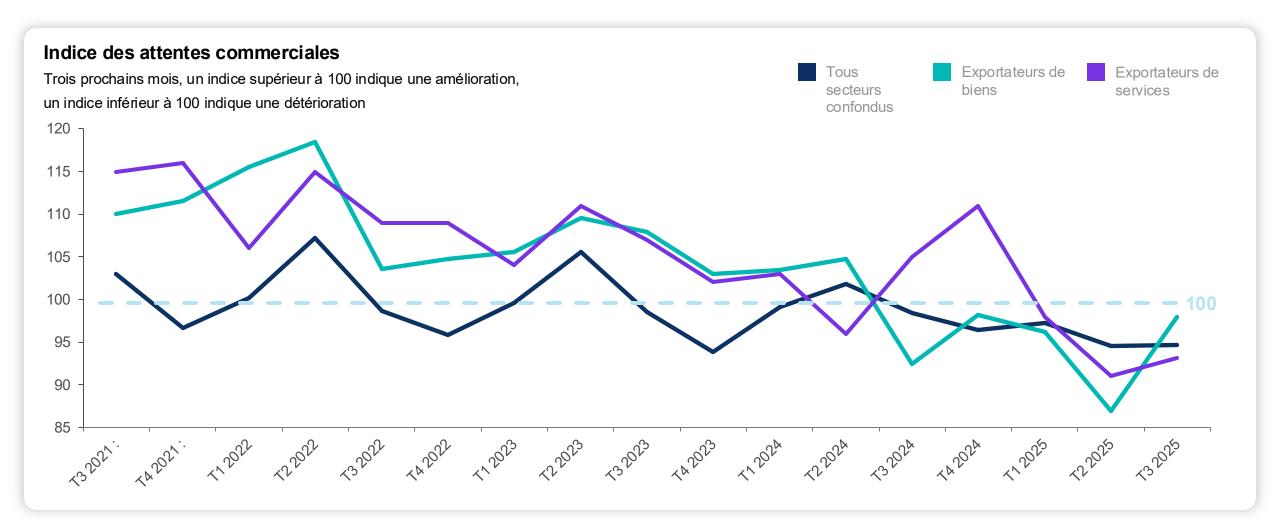
Sources : Les données historiques de Statistique Canada et les prévisions immédiates du LDE en date du 15 septembre 2025.

Le climat des affaires reste faible après cinq trimestres consécutifs, ce qui souligne la faiblesse macroéconomique persistante.



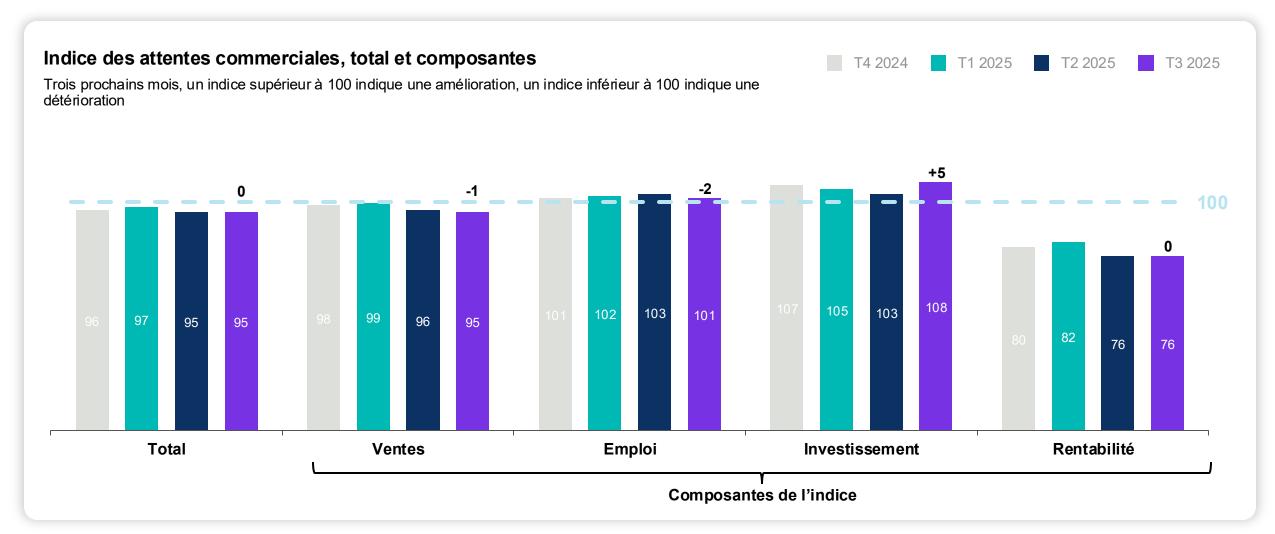


Le moral des exportateurs se stabilise, les cadres commerciaux (c'està-dire l'ACEUM) et la diversification offrent une lueur de réconfort.



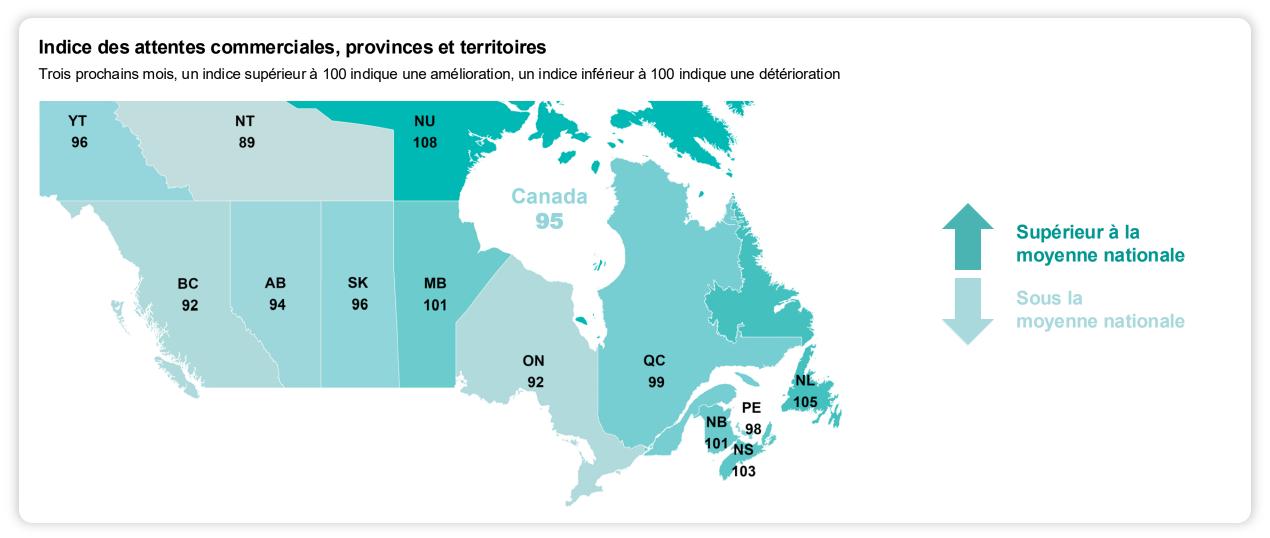


Les entreprises signalent une augmentation des dépenses d'investissement en dépit d'autres pressions et d'une confiance au point mort.



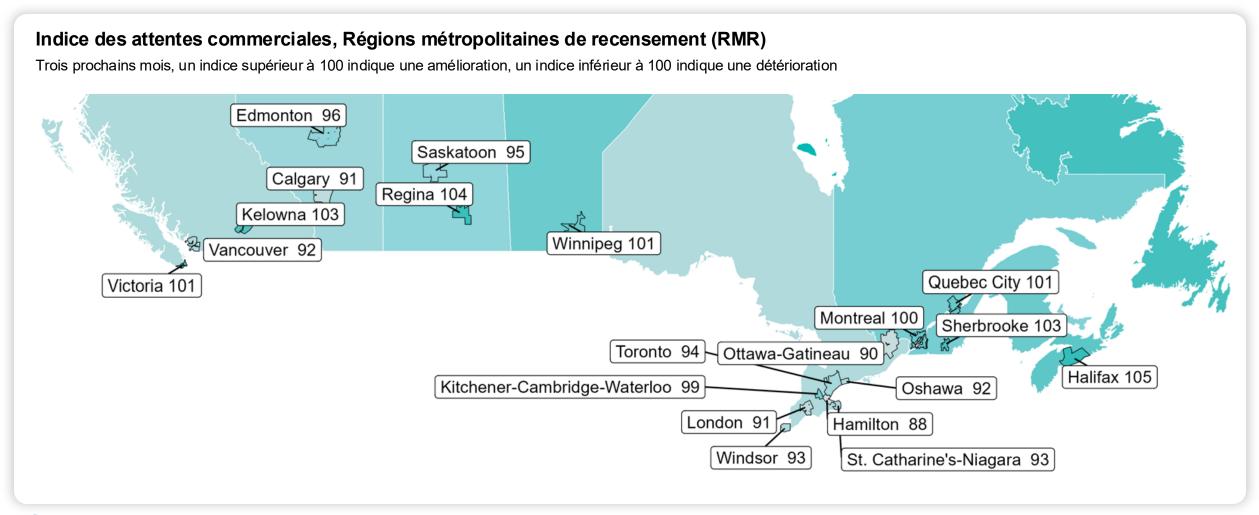


La confiance se maintient à l'échelle nationale, grâce à la vigueur des provinces de l'Atlantique.



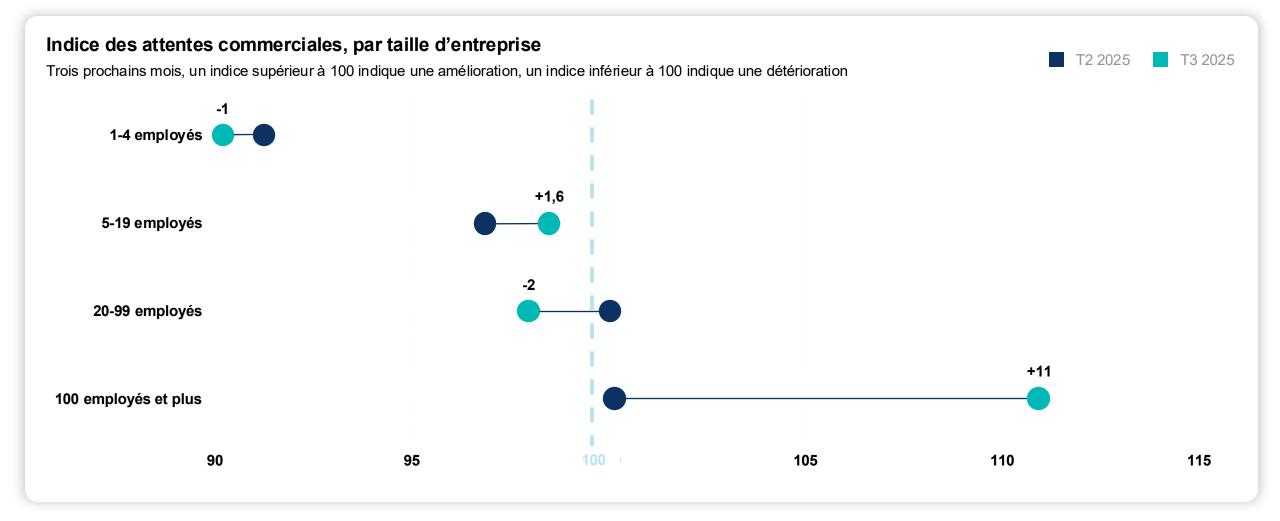


La confiance des entreprises bascule au T3. Des baisses de 7 à 11 points ont touché Hamilton, Saskatoon, Windsor et Ottawa-Gatineau en raison des difficultés commerciales et budgétaires.



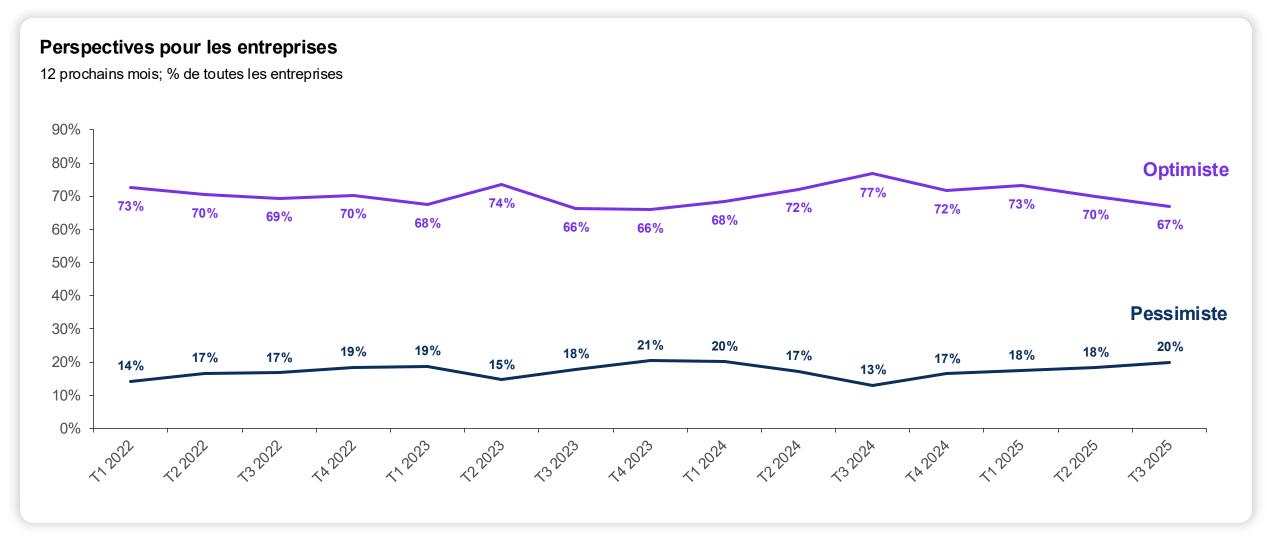


Les petites entreprises restent stables, tandis que les perspectives des grandes entreprises s'améliorent, peut-être en raison d'une meilleure gestion des risques, d'une présence mondiale et d'un meilleur accès aux capitaux.





L'optimisme des chefs d'entreprise recule à nouveau, tandis que le pessimisme se rapproche de ses récents sommets.

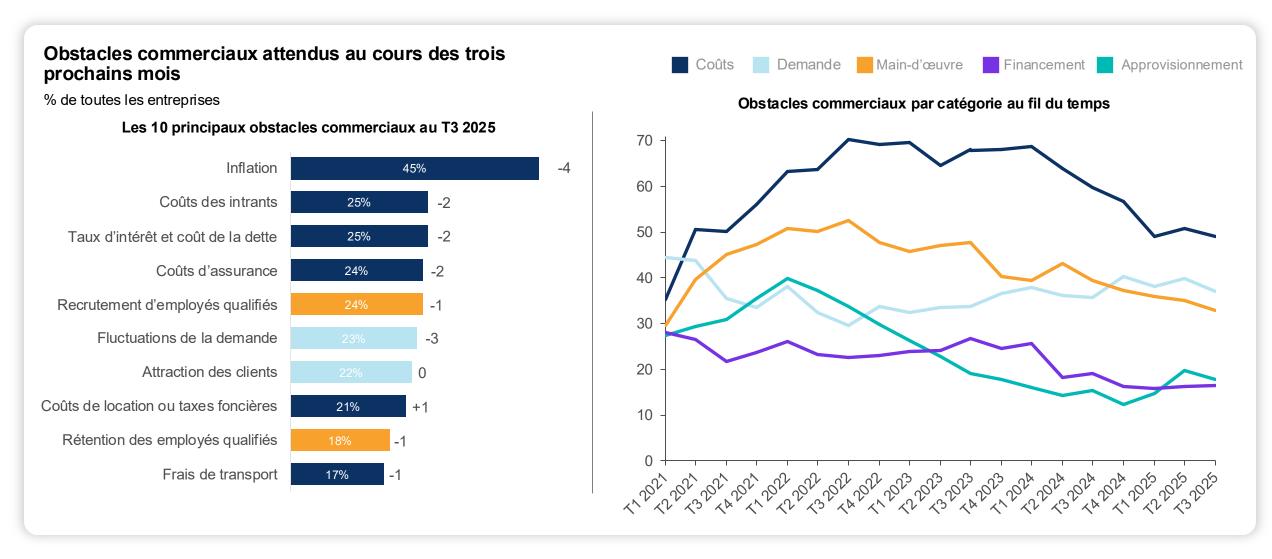






OBSTACLES COMMERCIAUX

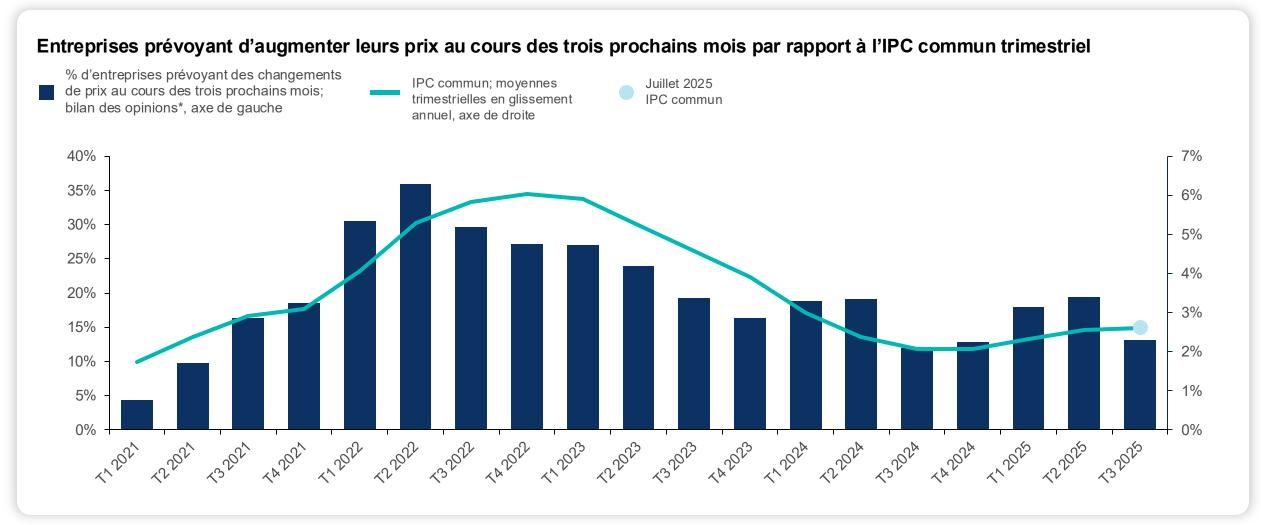
Les pressions commerciales s'atténuent de manière générale; la demande des clients dépasse les problèmes de main-d'œuvre pour un quatrième trimestre consécutif.





CONTRAINTES LIÉES À L'INFLATION ET À L'ENDETTEMENT

Les prévisions relatives à l'établissement des prix par les entreprises s'assouplissent alors que les signaux de l'inflation se stabilisent.

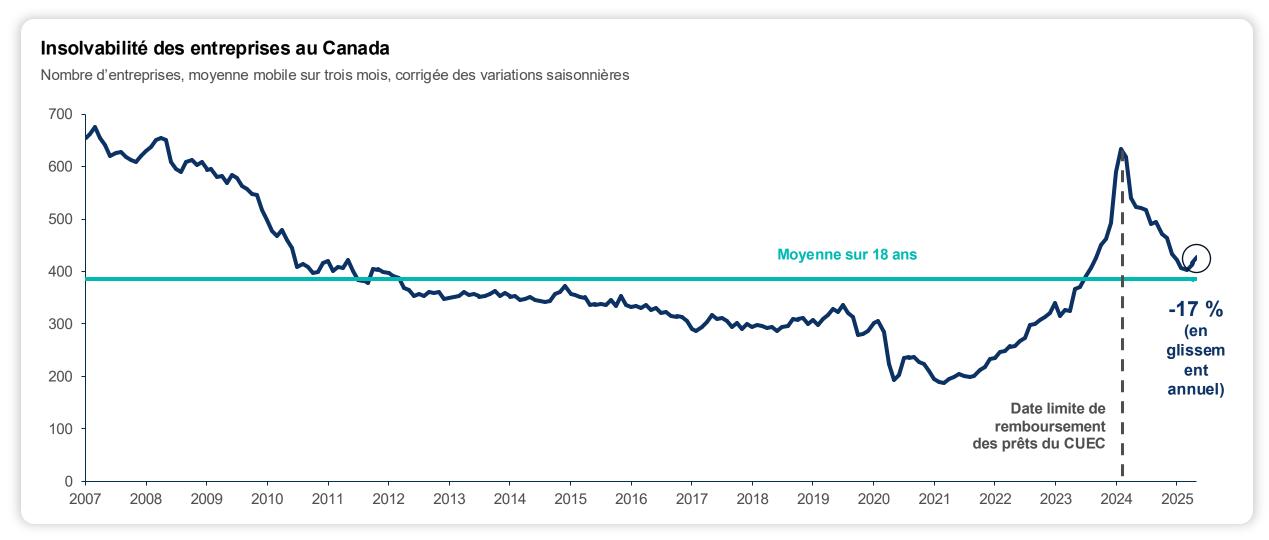




Remarque : *Bilan des opinions = pourcentage d'entreprises qui prévoient d'augmenter leurs prix de vente moins pourcentage d'entreprises qui prévoient de les baisser.

Source : Analyse du LDE sur la base de l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises et des données sur l'IPC de Statistique Canada.

Les faillites ont diminué par rapport au pic de 2024, mais commencent à dépasser les normales historiques à mesure que l'économie ralentit.





Remarque : CUEC = Compte d'urgence pour les entreprises du Canada Source : Calculs de la BDL à partir des données de l'ISED

Les pressions sur les emprunts s'atténuent pour les petites entreprises grâce à la stabilisation des taux d'intérêt.

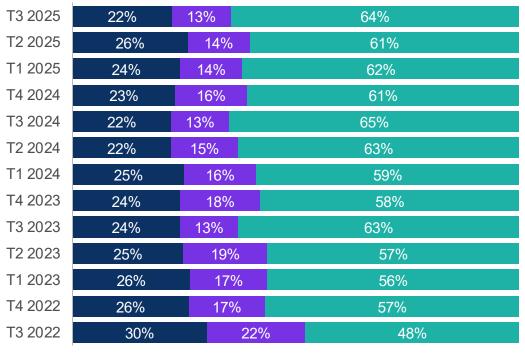
Taux d'intérêt effectif des entreprises par rapport à la part des petites entreprises ayant rapporté des difficultés liées aux coûts d'emprunt Difficultés liées aux coûts Coûts d'emprunt, taux d'intérêt en %, axe de d'emprunt, % de petites gauche entreprises, axe de droite



La capacité d'endettement des entreprises se renforce ce trimestre. Trois grandes entreprises sur quatre sont prêtes à emprunter, ce qui témoigne d'une situation financière plus solide.

Capacité d'endettement des entreprises

% d'entreprises (parmi celles qui rapportent qu'elles ne demandent pas de financement)



Inconnu



Capacité d'endettement des entreprises

% d'entreprises par taille d'entreprise (parmi celles qui rapportent qu'elles ne demandent pas de financement)





Ne peut pas s'endetter

davantage

Source : Analyse du LDE à partir de l'*Enquête canadienne sur la situation des entreprises* de Statistique Canada *Remarque : **Les entreprises ont été invitées à indiquer si elles prévoyaient de demander un financement par emprunt au cours des trois prochains mois.. Si elles répondent « non », on leur demande si l'entreprise aurait la capacité de s'endetter davantage. Si ce n'est pas le cas, on leur demande les raisons.

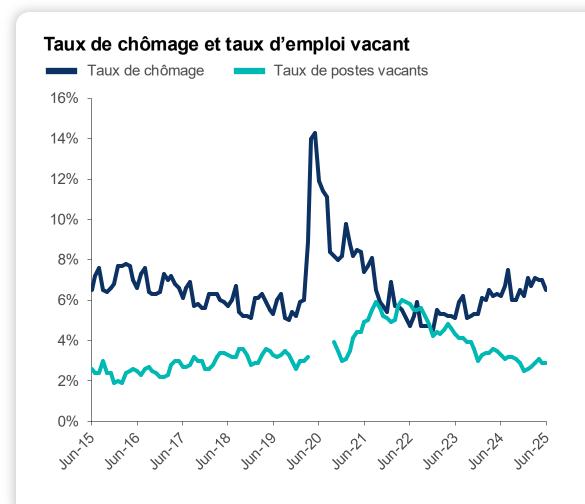
Peut s'endetter

davantage



MARCHÉ DU TRAVAIL

Contexte : L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi et la baisse du nombre de postes à pourvoir sont le signe d'un affaiblissement du marché du travail au Canada.





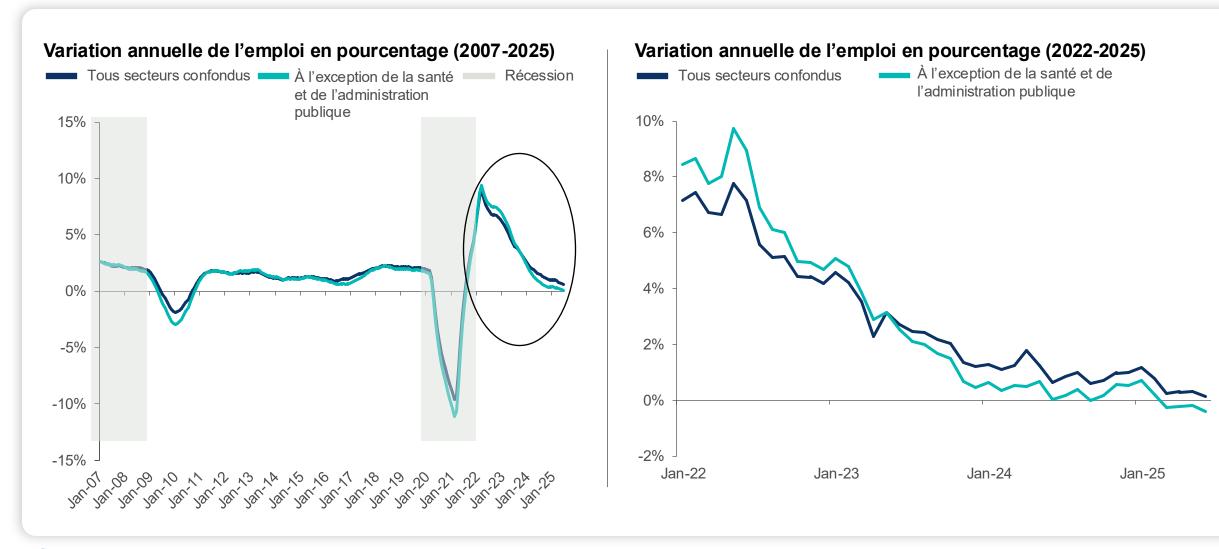


Les problèmes de main-d'œuvre restent le troisième plus grand obstacle pour les entreprises. Les difficultés actuelles sont concentrées dans les secteurs à forte concentration de TET et de travailleurs manuels.

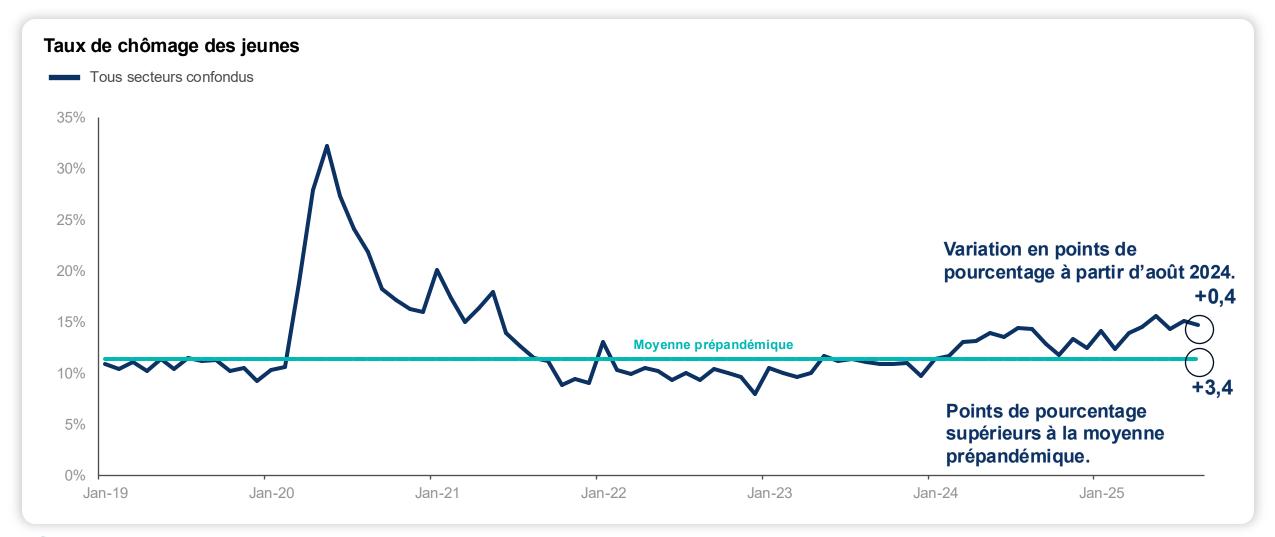
	Obstacle en matière de main- d'oeuvre prévu	Recrutement d'employés qualifiés	Rétention des employés qualifiés	Pénurie de main-d'œuvre
Administrative services	43	32	23	21
Accommodation, food services	42	24	25	23
Construction	41	30	22	23
Wholesale trade	40	28	19	14
Manufacturing	39	34	19	20
Agriculture, forestry, fishing	36	24	16	21
Mining, oil, gas extraction	35	29	15	12
Health care, social assistance	34	26	26	15
All Industries	33	24	18	15
Retail trade	33	25	18	14
Arts, entertainment, recreation	32	26	17	12
Finance, insurance	32	26	24	12
Other services	32	25	18	16
Real estate	26	20	11	12
Information, culture	24	9	17	5
Professional services	21	16	11	4
Transportation, warehousing	20	13	11	7



La croissance de l'emploi au Canada s'essouffle. Le secteur public masque une faiblesse plus générale.

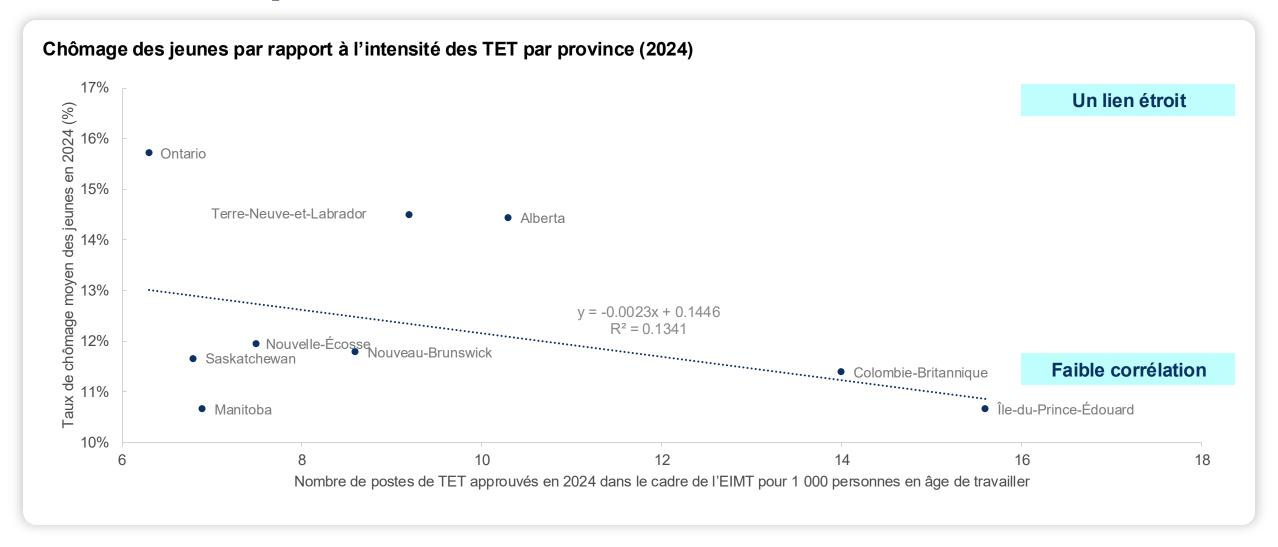


Le chômage des jeunes reste supérieur à son niveau de référence d'avant la pandémie. Les TET sont-ils la raison d'être du chômage des jeunes?





Le lien entre le recours aux TET et le chômage des jeunes dans l'ensemble des provinces est faible.





La croissance du nombre de TET révèle une relation ambiguë avec l'emploi des jeunes dans les secteurs qui embauchent le plus au Canada. Dans certains secteurs, ils augmentent ensemble.

Les 5 principaux secteurs d'activité selon la croissance de l'emploi des TET (2017-24)

Secteur	Croissance	
Hébergement et restauration	+33 091	
Agriculture, foresterie et pêche	+26 690	
Fabrication	+16 884	
Construction	+15 672	
Transport et entreposage	+10 378	

Part de l'emploi des jeunes

Fabrication

2020

Emploi des jeunes (r = 0.02)

2021

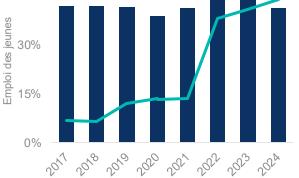
10%

Emploi des jeunes





Hébergement et restauration





Emploi des jeunes et postes occupés par des travailleurs étrangers temporaires (TET)

en proportion de l'emploi total, annualisé, par industrie (2017-24)

Emploi des TET

Emploi des jeunes (r = 0.09)





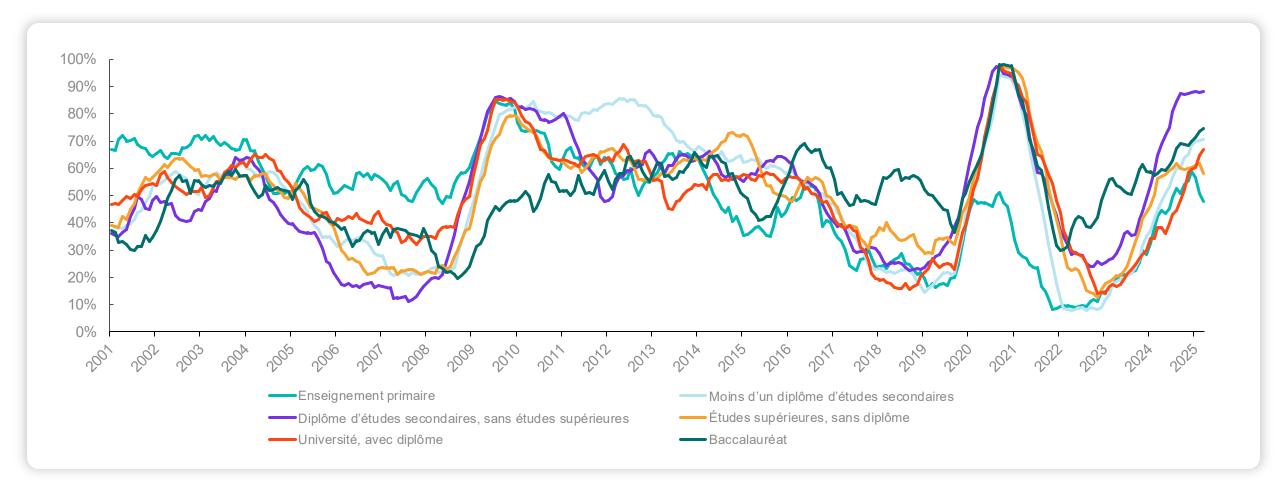


% Emploi des TET

Le niveau de scolarité, et non les TET, est un meilleur indicateur du chômage des jeunes.

Taux de chômage au Canada selon le niveau de scolarité, moyenne mobile sur 12 mois, percentile, 15-24 ans

Une valeur de 90 signifie que le taux de chômage est plus élevé que dans 90 % des mois depuis janvier 2001 pour ce groupe.

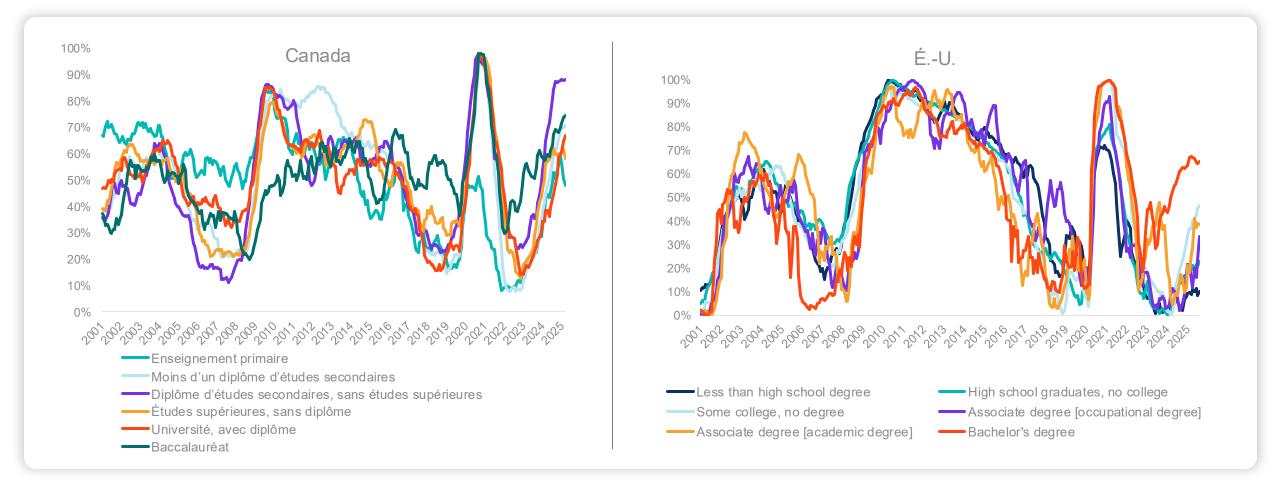




Le Canada et les États-Unis sont confrontés à des problèmes similaires en matière de chômage des jeunes; le niveau d'éducation creuse l'écart.

Taux de chômage au Canada et aux États-Unis selon le niveau d'éducation, moyenne mobile sur 12 mois, percentile, 15-24 ans

Une valeur de 90 signifie que le taux de chômage est plus élevé que dans 90 % des mois depuis janvier 2001 pour ce groupe.





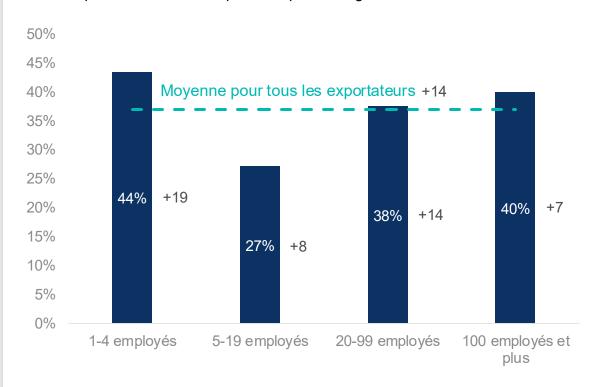


COMMERCE

Les petites entreprises sont à l'origine de l'augmentation des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis, les micro-exportateurs étant les plus rapides.

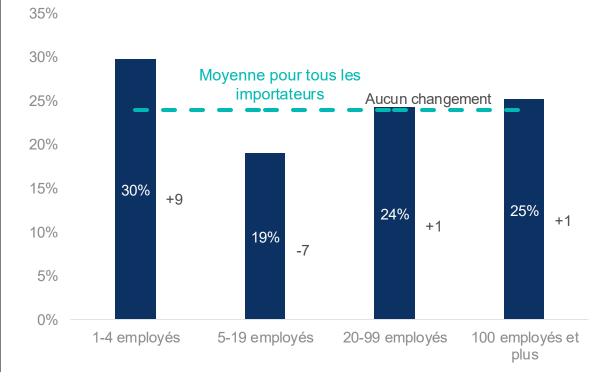
Ventes effectuées directement à des clients américains au cours des 12 derniers mois

Pourcentage moyen des ventes; exportateurs canadiens (biens et services) selon la taille de l'entreprise; +/- variation en points de pourcentage d'un trimestre à l'autre



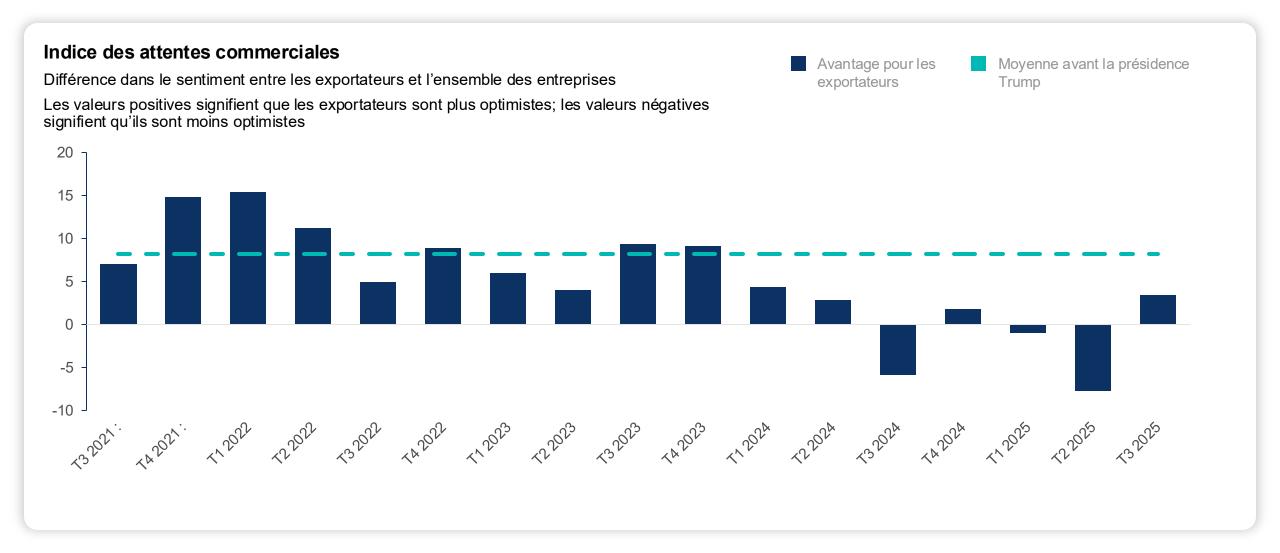
Achats effectués directement auprès de fournisseurs américains au cours des 12 derniers mois

% moyen des achats; importateurs canadiens (biens et services) par taille d'entreprise; +/- variation en points de pourcentage d'un trimestre à l'autre





Les exportateurs canadiens montrent des signes de résilience malgré les risques commerciaux persistants.

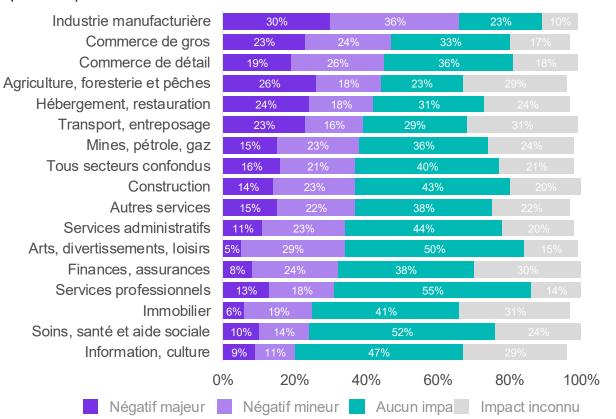




1 entreprise canadienne sur 3 engagée dans le commerce est impactée négativement par les tarifs douaniers américains - les fabricants et les détaillants sont les plus touchés.

Niveau d'impact des tarifs douaniers américains sur les biens vendus par les entreprises au Canada

% d'entreprises canadiennes engagées dans le commerce (biens, services, exportations, importations)







Source : Analyse du LDE à partir des données de l'*Enquête canadienne sur la situation des entreprises* de Statistique Canada;

Le choc provoqué par les tarifs douaniers pousse les exportateurs canadiens à se diversifier et à retarder leurs dépenses - mais la plupart des entreprises ne bougent pas d'un iota.

Mesures prévues au cours des 12 prochains mois en raison des tarifs douaniers appliqués par les États-Unis aux importations en provenance du Canada

Pourcentage de toutes les entreprises et de tous les exportateurs (biens et services); *+/- variation en points de pourcentage d'un trimestre à l'autre

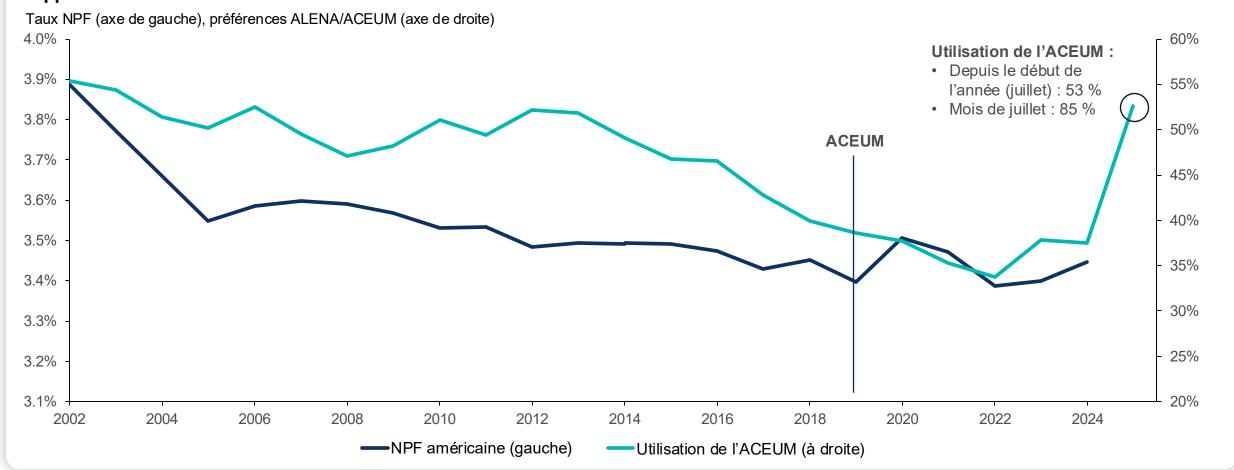




Remarque: *Les questions posées au T2 2025 concernent les mesures prises au cours des trois derniers mois pour atténuer les risques liés aux tarifs douaniers américains.

En juillet 2025, le taux d'utilisation de l'ACEUM a atteint son plus haut niveau en 20 ans, ce qui illustre bien les enjeux liés à la renégociation.

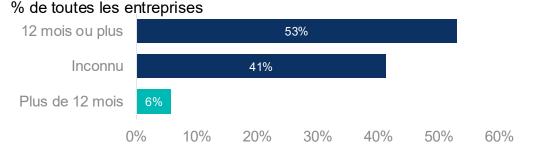
Part des exportations de marchandises vers les États-Unis faisant appel aux préférences tarifaires de l'ALENA/de l'ACEUM* par rapport au taux NPF des États-Unis



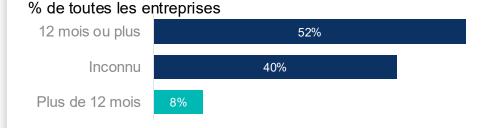


La moitié des entreprises canadiennes affirment pouvoir résister aux tarifs douaniers et à l'incertitude commerciale pendant plus d'un an.

Durée pendant laquelle les entreprises peuvent continuer à fonctionner si les tarifs douaniers américains restent à leur niveau actuel.



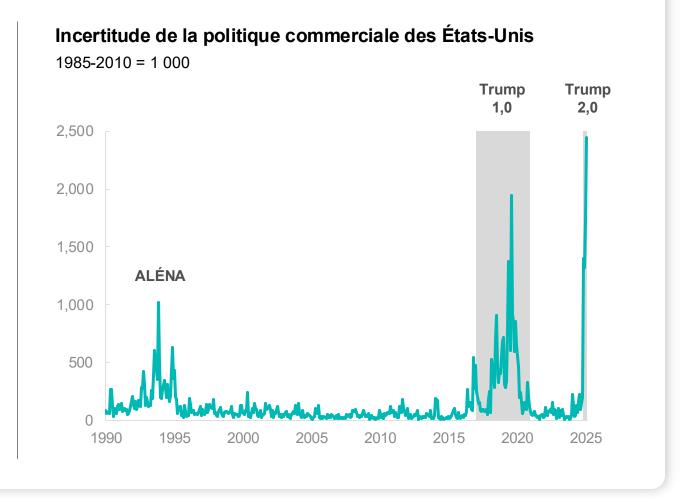
Durée pendant laquelle les entreprises peuvent maintenir le niveau actuel de leurs effectifs si les tarifs douaniers américains sont maintenus à leur niveau actuel



20%

10%

0%





40%

30%

50%

60%

Annexe

Méthodologie de l'Indice des attentes commerciales

Objectifs: L'Indice des attentes commerciales reflète les perspectives à court terme des entreprises canadiennes. L'indice est à la fois actuel, prospectif et utile pour une grande variété de contextes opérationnels.

Méthodologie: Le LDE s'appuie sur l'*Enquête canadienne sur la situation des entreprises* (ECSE) de Statistique Canada comme principale source d'information pour élaborer des indicateurs quantitatifs de la confiance des entreprises pour le Canada et de nombreux sous-groupes d'entreprises. L'indice utilise une méthodologie de diffusion couramment appliquée aux enquêtes de conjoncture, construite comme suit :

 $Index_i = 100 * (2*P_{I,i} + 1*P_{NC,i} + 0*P_{D,i})$, où $P_{I,i} = \%$ des répondants qui s'attendent à ce que la série i « augmente »; $P_{NC,i} = \%$ des répondants qui s'attendent à ce que la série « reste inchangée »; $P_{D,i} = \%$ des répondants qui s'attendent à ce que la série i « diminue ».

Où *i* = les ventes, l'emploi, l'investissement et la rentabilité. Les réponses « sans objet » sont éliminées en repondérant à chaque série séparément. L'indice composite global est calculé en appliquant des pondérations égales aux prévisions des entreprises pour les trois prochains mois en ce qui concerne ces quatre composantes. Les résultats sont disponibles pour les 71 contextes d'affaires suivants :

- 36 régions (nationale, provinciales, territoriales, rurales et urbaines ainsi que 20 grandes villes);
- 16 secteurs d'activité (au niveau à deux chiffres du SCIAN, p. ex. fabrication, construction) ainsi que des entreprises du secteur privé;
- Six groupes de propriétaires d'entreprises (y compris les femmes, les autochtones, les immigrants et les minorités visibles)
- Quatre tailles d'entreprises (en fonction du nombre d'employés : 1-4 employés, 5-19 employés, 20-99 employés, 100+ employés).
- Quatre tranches d'âge (2 ans ou moins, 3 à 10 ans, 11 à 20 ans, 20 ans et plus)
- Trois statuts commerciaux de l'entreprise (exportateurs et importateurs de biens, et non engagés à l'échelle mondiale).

Interprétation de l'indice: Les valeurs de l'indice vont d'un minimum de zéro (si toutes les entreprises interrogées s'attendent à une diminution/détérioration) à un maximum de 200 (si toutes les personnes interrogées s'attendent à une augmentation/amélioration). Une valeur de 100 indique qu'il n'y a pas eu de changement net dans les prévisions des entreprises par rapport au trimestre précédent. Les valeurs supérieures à 100 indiquent une amélioration des perspectives, tandis que les valeurs inférieures à 100 signalent une détérioration des perspectives.



Méthode d'enquête

Objectifs de l'enquête : L'Enquête canadienne sur la situation des entreprises (ECSE) a été créée au printemps 2020 par Statistique Canada en partenariat avec la Chambre de commerce du Canada afin de fournir des données actuelles et pertinentes sur la situation des affaires au Canada, ainsi que les attentes et les points de vue des entreprises sur les enjeux émergents. Ces enquêtes sont utilisées par les gouvernements, les associations d'entreprises et les analystes pour suivre l'évolution de la conjoncture et élaborer des politiques de soutien aux entreprises canadiennes.

Période de l'enquête : La période de collecte des données de l'ECSE du T3 2025 s'est déroulé du 2 juillet au 6 août 2025.

Méthodologie: L'enquête a été menée par Statistique Canada au moyen d'un questionnaire électronique, en utilisant un échantillon aléatoire stratifié d'établissements commerciaux ayant des employés, classés par région géographique, secteur industriel et taille. Les populations totales sont estimées à l'aide de coefficients de pondération. Cette enquête est basée sur les réponses de 9 494 entreprises.

Remarque: Les chiffres ayant été arrondis, la somme des graphiques peut ne pas atteindre 100 %.

Personne-ressource : Ce rapport présente une analyse de l'ECSE réalisée par le Laboratoire de données sur les entreprises de la Chambre de commerce du Canada. Pour toute question, commentaire ou demande de renseignements, veuillez contacter Patrick Gill, vice-président du Laboratoire de données sur les entreprises, (<u>PGill@Chamber.ca</u>).









Laboratoire de données Business sur les entreprises

Data Lab

Le Laboratoire de données sur les entreprises est le fruit de notre collaboration avec Statistique Canada et rendu possible grâce au soutien financier d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada.

Financé par le gouvernement du Canada

